



SYNTHESE 5^e SESSION EXTRAORDINAIRE DU CLUB PROSPECTIVE 26 AOUT 2021 - LA ROCHELLE

Crises sanitaire et démocratique, société fragmentée, conflits de valeurs, vieillissement de la population. Comment faire société demain, comment éviter le conflit de génération ?

Le Club Prospective de l'ADGCF se retrouve tous les ans pour une journée d'échanges et de réflexions sur les grandes tendances qui questionnent nos territoires. Cette année, nous avons souhaité réfléchir ensemble, sous différents angles, sur les difficultés de faire société demain dans un contexte de société fragmentée et d'évolutions démographiques. Cette synthèse vous donne un aperçu des différentes interventions et vous fournit quelques ressources pour aller plus loin.

Interview introductive de Laure ADLER pour son récit la voyageuse de nuit

L'histoire de l'âge est un marqueur social et un problème de société. Nous sommes dans une société qui accélère tout et notre vivre-ensemble est questionné. Le principe de l'intolérance vis-à-vis de l'âge est préoccupant dans nos modèles sociétaux, contrairement à d'autres au travers le monde. Ceci n'est pas suffisamment pris en compte par les pouvoirs publics. Les retraités permettent le fonctionnement des rouages (par les actions de bénévolat notamment) et ne sont pas reconnus comme tels. Laure Adler identifie actuellement un point de basculement ; même s'il est minoritaire, la préoccupation du bien-vivre ensemble, dans l'aménagement par exemple, est croissante. Elle pointe les lieux d'isolement que sont des EPHAD et met en lumière de nouveaux modèles de communauté comme les béguinages. De multiples pistes se dessinent pour un nouveau mouvement de société où les personnes âgées prennent leur destin en main et décident de leur projet de vie.

[Pour en savoir plus sur le livre de Laure ADLER](#)

Table ronde : analyse d'une société en crise par les sciences humaines

> Philippe LOUCHART, démographe à l'Institut Paris Région

La pandémie a servi de révélateur et d'accélérateur des évolutions démographiques de nos territoires. À l'issue de la crise pandémique le solde naturel est négatif dans la majorité des départements français, à l'exception des grandes métropoles. À cette échelle, les dynamiques territoriales vont être de plus en plus différenciées.

Par exemple, en Ile-de-France, dans la structure de population par âge, il y a plus de jeunes. Ceci est principalement dû aux échanges migratoires intenses entre la région parisienne et les autres régions françaises. Un vieillissement de la population est à venir ; en IDF, il est prévu 1 million d'habitants en plus dont 82% de 60 ans ou plus. Mais l'intervenant interroge la notion de vieillissement : avoir 60 ans aujourd'hui ne recoupe pas les mêmes réalités que cet âge en 1900 par exemple. Dans la diversité des populations, et de facto des enjeux territoriaux, il montre que la présence d'immigrés est très contrastée. Au sein de la population francilienne, il constate une diversité croissante des origines, des cultures et des langues mal appréhendées par les approches statistiques très globalisantes (immigrés, étrangers...). En complément des conflits de valeurs entre générations, il souligne que ces diversités sont à l'origine d'une diversité de valeurs qui doivent cohabiter.

[Lien vers la présentation de Philippe Louchart](#)

[Pour en savoir plus sur les publications de l'IPR sur la démographie](#)

> **Camille DUTHY, doctorante en sociologie à l'université Grenoble Alpes**

La thèse menée a porté sur la vie en solo. Volontairement, l'intervenante n'a pas voulu avoir une approche sur le vieillissement mais a préféré prendre en compte les différents types de solitudes, voulues ou subies. Elle s'est attachée à étudier les solidarités actives et à différencier les individualités et l'individualisme.

A chaque période de la journée, de la semaine et de l'année, les temps collectifs sont codifiés. L'enquête menée dans le cadre de sa thèse montre que tous les individus ne sont pas dotés de la même manière de ressources financières, sociales et psychologiques pour affronter ces situations de solitude. Elle souligne l'intérêt des modèles d'habitat partagé qui peuvent alimenter un certain nombre de sentiments rassurants (sécurité, liens quotidiens, implication dans un collectif). Ce type de modèles peut permettre de repenser l'espace urbain ainsi que de concilier espaces personnels et liens sociaux. La préservation de l'individualité ne se nourrit pas de démarches individualistes mais s'appuie sur les liens sociaux.

[Pour en savoir plus sur la thèse sur les solos : entre émancipation et solidarité : sociologie des épreuves de la solitude résidentielle en milieu urbain](#)

> **Chloé VOISIN BORMUTH, directrice des études et de la recherche à la Fabrique de la cité**

En point de point de départ, l'intervenante constate les discours misérabilistes de ces dernières années sur la souffrance des villes moyennes. Avec la crise pandémique, le discours semble s'inverser en soulignant l'attractivité des villes moyennes dans une tendance très critique envers les métropoles. Les Français ont une vision globalement positive des villes moyennes qui deviennent des villes où les avantages s'additionnent. Les entretiens menés auprès des acteurs locaux montrent l'acceptation du discours en faveur des villes moyennes, bien loin du « plouc bashing » en vogue précédemment. Une nouvelle géographie se dessine confirmant que le périurbain et son modèle d'habitat est le territoire de prédilection des habitants français (1/3 des français habitent en périphérie et 1/3 souhaiteraient y habiter).

Néanmoins, la réalité qui conditionne le choix d'un logement reste l'emploi. La géographie de l'attractivité en France est une géographie en U (Région parisienne, littoral ouest, puis remontée par le couloir rhodanien) et celle-ci va perdurer, avec l'importance constante des grandes métropoles. Les enjeux pour que les villes moyennes stabilisent leurs trajectoires sont l'adaptation des villes aux vieillissements, la prise en compte de l'opportunité du télétravail et les infrastructures reliant celles-ci aux métropoles voisines. La Fabrique de la cité préconise de développer des armatures complémentaires entre métropoles et villes moyennes, ainsi que de trouver un nouvel équilibre de gouvernance entre Etat et collectivités. Il faut réussir à trouver des capacités d'investissement et un nouveau modèle d'affaires, qui ne doit pas être celui d'une métropole miniaturisée. Pour cela, il semble important d'adopter une approche différenciée des territoires.

[Lien vers la présentation de Chloé Voisin Bormuth](#)

[Pour en savoir plus sur toutes les publications du projet « Villes moyennes »](#)

Partage d'expériences sur les outils et méthodes pour appréhender et anticiper ces évolutions sociétales et territoriales

> **Design et approches usagers— la 27e Région, Stéphane VINCENT**

En 2010, la 27^e Région a sorti un manifeste décrivant ce qu'elle appelle « design de politiques publiques ». Cela partait du postulat que la conception est un savoir-faire qui n'existait pas suffisamment au sein des acteurs publics et que les besoins de l'utilisateur devaient davantage être pris en compte. L'intervenant se réfère à John Dewey, un des pères du pragmatisme, qui pensait que tout

devrait être expérimenté et défendait la théorie de l'enquête. Les méthodes et techniques sont diverses : ethnologie, design, innovation sociale, urbanisme participatif, éducation populaire, théâtre forum, journalisme participatif, culture « hackers », etc.

Pour illustrer l'exercice des équipes pluridisciplinaires de la 27^e Région, 4 cas pratiques sont présentés : les nouveaux usages des médiathèques (2012), l'achat public stratégique (2019), les villages du futur (2015), la lutte contre les jets de mégots (2018). Par exemple, sur ce dernier cas mis en place à Mulhouse, la méthode d'intervention était issue du design de service, basée sur l'intelligence collective et construite comme une formation-action. Petit à petit, des laboratoires d'innovation publique fleurissent ; on en dénombre une centaine en France. Dans les perspectives, de plus en plus d'acteurs évoquent une R&D publique et sociale, qui serait un écosystème à l'échelle d'un secteur d'activités ou d'un territoire. Plusieurs rapports s'intéressent à ces systèmes de R&D qui existent dans le privé et se projettent sur une mise en place similaire dans le secteur public.

[Lien vers la présentation de Stéphane Vincent](#)

[Pour en savoir plus sur la 27e Région et le design des politiques publiques](#)

> **Observations et projections démographiques—Institut Paris Region, Philippe LOUCHART**

L'Institut Paris Région (IPR) reçoit un certain nombre de demandes des collectivités qui souhaitent exploiter des projections démographiques au-delà du modèle Omphale développé par l'INSEE. L'intervenant oriente parfois ces demandeurs sur la compréhension profonde des causes sur les territoires. Dans le cas où la réponse est la production d'une projection de la population, une méthode part du parc de logement et de taille moyenne des ménages. Le simulateur immobilier est un outil pour aider à penser en même temps et dans le temps l'évolution de la population et du parc de logements. Il en conclut que le parc de logements est le facteur principal de variation de la population d'un territoire. Au niveau régional, il est possible d'utiliser des méthodes de projections tendanciennes, consistant à prolonger les pyramides des âges.

Néanmoins, au niveau local, ces méthodes atteignent leurs limites. Pour répondre aux enjeux des collectivités infra-régionales liés à la construction de gros équipements, l'intervenant préconise de croiser ces projections tendanciennes avec les programmes de logements. Les projections démographiques sont un outil d'éclairage utile mais il est nécessaire de les accompagner par des compréhensions territoriales.

[Pour en savoir plus sur les publications de l'IPR sur la démographie](#)

> **Participation citoyenne et prospective ouverte—Nantes Métropole, Magali MARLIN et Sandra RATAUD**

Trois cibles ont été définies pour la fonction prospective développée à Nantes Métropole : les élus (aide au positionnement politique, élaboration des politiques publiques), les services (ateliers transitions, ateliers veilleurs : mise en débat de nouvelles solutions, autour par exemple des nouvelles façons de penser les logements en fonction du vieillissement) et la société civile au travers de « grands débats » (Nantes, La Loire et Nous, La transition énergétique, c'est nous ; Longévité, ouvrons les possibles) ou encore de la convention citoyenne « Covid 19 : Vécus de crise et aspirations pour demain ». L'ambition était de sortir d'une logique de l'urgence et du « hold-up des experts » afin de prendre le temps d'écouter les vécus de crise et faire émerger des préconisations sur l'avenir du territoire métropolitain. La démarche s'est tenue sur un an, à partir d'un travail avec les services de la Métropole dans un premier temps. Puis elle a consisté à prendre le pouls du vécu de la crise par les habitants via une grande enquête sur les vécus de crise et aspirations auprès d'un panel de 2 300 personnes représentantes de la population métropolitaine. À partir de cette base, une convention citoyenne composée de 80 membres a travaillé sur un diagnostic citoyen sensible et les grandes attentes des habitants, avec des propositions concrètes synthétisées dans un avis remis aux

élus en mars. Ces derniers, appuyés par les services, ont ensuite procédé à une instruction de l'ensemble, pour revenir devant eux en juillet avec 90 engagements en réponse à leurs préconisations, auxquels se sont ajoutées 70 mesures proposées par les 24 communes de la métropole. La métropole s'est également engagée à mettre en place un "droit de suite" pour assurer le suivi des engagements pris, avec un rdv en 2022 pour un premier bilan.

[Lien vers la présentation de Nantes Métropole](#)

[Pour en savoir plus sur la convention citoyenne de Nantes Métropole](#)

> Transformations numériques : regards croisés de Grand Paris Sud Est Avenir et du Sicoval — Yohann ZERMATI (GPSEA), Stéphanie de Meslon et Nadège BONNEFOUS (Sicoval)

En préalable, les intervenants rappellent, grâce à des chiffres-clés, l'importance du numérique dans notre société et la multiplication des données. Les épisodes pandémiques ont marqué une accélération sur certaines pratiques. Preuves en sont le développement des télé-activités comme le télétravail, le télé-enseignement ou la téléconsultation. Au-delà de la nécessaire montée en compétences et en technologies des acteurs territoriaux, cette accélération soulève un enjeu sociétal fort, souvent appelé « fracture numérique ». Elle couvre plusieurs réalités complémentaires liées aux équipements en TIC, aux usages des TIC et aux processus d'apprentissage des TIC. Dans la dynamique de dématérialisation d'un bon nombre de leurs services, les territoires doivent tenir compte de ces réalités. Pour contribuer au vivre-ensemble et combattre le morcèlement de notre société, l'e-inclusion est devenue une mission centrale de service public. Pour éclairer cet enjeu, certains territoires ont mené des diagnostics numériques mêlant le recensement de l'offre numérique territorial et l'expérimentation d'un indice de fragilité numérique. Ce dernier identifie les potentiels de vulnérabilité numérique et permet des croisements éclairants. Il est complété par des enquêtes qualitatives permettant de connaître le profil des publics accompagnés et de nourrir une approche sociologique. Ces travaux d'observation donnent aux territoires des informations permettant de compléter et d'orienter les différentes actions d'accompagnement, de formation ou de réflexion sur l'e-inclusion et le numérique responsable. Parmi elles, ont été cités les dispositifs de conseillers numériques et de pass numériques qui offrent de nouvelles ressources aux collectivités au bénéfice des habitants.

[Lien vers la présentation](#)

[Pour en savoir plus sur les travaux de l'Observatoire de GPSEA](#)

[Pour en savoir plus sur l'engagement pour un numérique inclusif du Sicoval](#)

Cette journée du 26 août, nourrie par ces différents regards et expertises, a été riche en débats. Faire bien vivre ensemble les individualités constituant notre société, en préservant les liens sociaux et sociétaux est un enjeu tant d'aujourd'hui que de demain. À ce titre, par les réflexions, les échanges et les partenariats qu'elle permet d'installer, la prospective doit être un outil aux services des acteurs publics.

Fidèle à son ADN, le Club Prospective va, dans les prochains mois, continuer à travailler sur les tendances pour l'avenir de nos territoires. Si vous êtes intéressés par notre réseau, n'hésitez pas à nous contacter sur clubprospective@adgcf.fr ou sur [linkedin](#)

Notez d'ores et déjà que la prochaine session ouverte du Club Prospective à La Rochelle se déroulera le 25 août 2022. Réservez la date !